

Procedure file

Informations de base		
RSP - Résolutions d'actualité	2017/2597(RSP)	Procédure terminée
Résolution sur les Philippines ? le cas de la sénatrice Leila Magistrado de Lima		
Sujet 6.10.08 Libertés fondamentales, droits de l'homme, démocratie, état de droit en général		
Zone géographique Philippines		

Acteurs principaux	
Parlement européen	

Evénements clés			
16/03/2017	Résultat du vote au parlement		
16/03/2017	Débat en plénière		
16/03/2017	Décision du Parlement	T8-0088/2017	Résumé
16/03/2017	Fin de la procédure au Parlement		

Informations techniques	
Référence de procédure	2017/2597(RSP)
Type de procédure	RSP - Résolutions d'actualité
Sous-type de procédure	Débat ou résolution d'urgence
Autre base juridique	Règlement du Parlement EP 144
Etape de la procédure	Procédure terminée

Portail de documentation					
Proposition de résolution		B8-0193/2017	16/03/2017	EP	
Proposition de résolution		B8-0197/2017	16/03/2017	EP	
Proposition de résolution		B8-0199/2017	16/03/2017	EP	
Proposition de résolution		B8-0222/2017	16/03/2017	EP	
Proposition de résolution		B8-0223/2017	16/03/2017	EP	
Proposition de résolution		B8-0225/2017	16/03/2017	EP	

Proposition de résolution		B8-0226/2017	16/03/2017	EP	
Texte adopté du Parlement, lecture unique		T8-0088/2017	16/03/2017	EP	Résumé
Proposition de résolution commune		RC-B8-0193/2017	16/03/2017		

Résolution sur les Philippines ? le cas de la sénatrice Leila Magistrado de Lima

Le Parlement européen a adopté une résolution les Philippines - le cas de la sénatrice Leila Magistrado de Lima.

Le texte adopté en plénière avait été déposé en tant que résolution commune par les groupes PPE, S&D, ECR, ALDE, GUE/NGL, Verts/ALE et EFDD.

Les députés ont demandé la libération immédiate de la sénatrice De Lima, militante des droits de l'homme connue pour ses critiques à l'encontre de la campagne antidrogue du président philippin Rodrigo Duterte et membre du parti libéral d'opposition. Arrêtée en février 2017 sur des accusations de délits liés à la drogue, la sénatrice De Lima risque une peine comprise entre 12 ans d'emprisonnement et la réclusion à perpétuité.

Le Parlement a condamné le grand nombre de meurtres extrajudiciaires (plus de 7.000) par les forces armées et les milices liées à la campagne antidrogue. Il a demandé aux autorités des Philippines d'enquêter sur ces meurtres et de traduire leurs auteurs en justice.

Tout en condamnant fermement le trafic et la consommation de drogue aux Philippines, les députés ont invité le gouvernement à donner la priorité à la lutte contre les réseaux de trafiquants et les barons de la drogue, plutôt qu'à la poursuite des petits consommateurs. Ils ont également invité les autorités des Philippines à mettre un terme aux procédures en cours pour rétablir la peine de mort.

Le Parlement a demandé à l'Union européenne :

- de suivre les procédures menées contre la sénatrice De Lima ;
- de soutenir la mise en place, au Conseil des droits de l'homme des Nations unies, d'une enquête internationale indépendante sur les meurtres illégaux et autres violations des droits par les Philippines dans le contexte de la « guerre contre la drogue » du président Duterte ;
- d'utiliser tous les instruments disponibles pour aider le gouvernement philippin à respecter ses obligations internationales en matière de droits de l'homme.